

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 136 (1991)
Heft: 2

Rubrik: Revue des revues

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Revue des Revues

par le Lt S. Curtenaz

**Défense nationale,
décembre 1990**



A l'occasion d'un discours prononcé devant les auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale, le Premier ministre Michel Rocard a rappelé qu'une grande puissance telle la France ne saurait rester en marge de la nouvelle architecture mondiale et européenne. L'Europe, enfin rendue à elle-même et débarrassée du poids des tensions internationales, va pouvoir se construire. Mais elle doit prendre garde à ne pas tomber dans le travers du repli sur elle-même. Car *désormais se dévoile la logique particulière des crises existantes, jusque-là camouflées par le jeu Est-Ouest, logique dont on commence seulement à mesurer la force et le danger.* La vigilance est de mise qui, avec le respect de trois principes – primauté de la règle de droit, généralisation des mesures de confiance, désarmement –, caractérisera la politique future et le refus de la loi du plus fort.

Cette loi, l'Irak l'a appliquée au Koweït. Et faisant de Bagdad l'un de ses plus importants partenaires commerciaux, la politique française a subi un revers lorsque l'allié d'hier s'est révélé le méchant d'aujourd'hui. Une telle amitié, explique J. Morizet, l'un des auteurs du dossier que *Défense nationale* consacre à la crise du Golfe, trouve ses origines bien avant la Seconde Guerre mondiale, alors qu'avec la création de la Compagnie française des pétroles, l'Irak devenait le berceau de l'industrie pétrolière de l'Hexagone. Dans les années 1970, l'Irak se tourna vers la France, pays qui lui paraissait indépendant, soucieux de suivre une politique propre favorable au tiers monde et aux intérêts du monde arabe et des Palestiniens plus particulièrement. Cette collaboration récente, qui connut des hauts et des bas, plaça la France au rang de troisième fournisseur de Bagdad, après le Japon et la RFA, et déboucha notamment sur la construction d'un centre de recherches nucléaires spectaculairement anéanti par les Israéliens. La coopération militaire connut son apogée lors du conflit qui opposa l'Irak à son voisin

iranien. Et aujourd'hui, la France ne désespère pas de jouer un rôle dans le règlement de la crise suscitée par ce client mauvais payeur.

Quels sont d'ailleurs les enjeux de ce conflit pour les différentes parties? Il a, de l'avis de M. Bonnefous, provoqué de nouvelles scissions dans le monde arabe. L'intérêt national a suscité des réactions diverses, dont un appel à l'aide des pays pétroliers, au risque d'entrer en conflit avec leurs populations, favorables elles à la politique du président irakien. Parmi les bénéficiaires, la Syrie qui, en prenant position contre l'Irak – son concurrent régional – voit s'écarter la menace d'un isolement tant local que mondial, prix de sa politique libanaise. Quant aux Soviétiques, conclut l'auteur, *ils attendent leur heure. (...) Il va sans dire que tout excès des Etats-Unis, tout dépassement de ce qu'autorise la communauté internationale seront mis à profit par la propagande soviétique dans le monde entier, à moins que le silence ne soit inclus dans un accord avec Washington, dont Moscou tirerait bénéfice.*

Le contrôle des ressources énergétiques, et le refus de voir Saddam Hussein contrôler, dans un premier temps, le tiers des exportations pétrolières en provenance du Golfe et 20% des réserves mondiales, dans un second temps 50% de celles-ci, ont engagé les USA à jouer les gendarmes dans cet espace qui est désormais l'un des seuls endroits à très haut risque belligère qui subsiste avec la fin de l'affrontement Est-Ouest. Mais, juge Y. Boyer, ils n'auraient pu le faire sans bénéficier d'un large appui international, et du nécessaire consensus intérieur... quoique le législatif n'ait pas manqué de rappeler au président Bush la limite de ses pouvoirs en matière de paix et de guerre. Cette vieille querelle des pouvoirs risque fort, à long terme, d'infléchir la politique américaine dans le sens d'un désengagement. Cela explique peut-être aussi la montée en puissance extrêmement rapide des

forces armées US dans le Golfe. Et si elle garantit à Washington une présence et une influence durables dans la région, elle est aussi la démonstration des efforts consentis, malgré la détente, pour la modernisation de l'outil militaire américain.

Mais la guerre en cours au Moyen-Orient ne saurait nous faire oublier les problèmes européens. Quelle forme d'organisation adoptera l'Europe pour le prochain millénaire, s'interroge P. Moreau Defarges qui rappelle que notre continent en a déjà connu trois: domination des Etats par l'un d'entre eux, équilibre, mise sous tutelle. L'Europe dispose déjà d'un cadre institutionnel et économique, mais les incertitudes sont grandes: structure future de l'Europe de l'Est, rôle que compte jouer l'Allemagne réunifiée, remise en question possible des frontières.

Rivista Militare, N° 6, 1990

Cette situation nouvelle impose une réflexion sur l'avenir de la sécurité européenne. Située à la charnière des mondes continental et méditerranéen, une telle démarche intéresse au premier chef l'Italie. On ne peut, juge le général Carlo Jean, ignorer ce qui se passe au sud de la Méditerranée et dissocier les espaces dans l'appréciation de la menace. La Méditerranée pourrait bien détenir la clé de la stabilité stratégique de l'Europe nouvelle.

Le général Ettore Brancato a le regard tourné vers le Nord, et les républiques baltes. Pour leur malheur, ces républiques, annexées par Staline, forment la charnière des théâtres nord et ouest du dispositif stratégique soviétique en Europe. Leur indépendance ne signifierait pas moins qu'une crise du dispositif du PAVA et une réduction significative de la présence soviétique en Baltique. Et le Kremlin peut-il accepter de voir s'effriter, si près de Moscou, le glacis de sa principale république, celle de Russie, sans que cet affaiblissement soit le signe de l'éclatement du puzzle mis en place par Staline? Et tout «perestroïké» que soit M. Gorbatchev, on ne peut lui dénier d'avoir moins de sens politique et de douceur que le petit père des peuples. Il en a fait l'éclatante démonstration, en bon héritier de Staline, en envoyant ses chars expliquer aux Baltes sa vision de leur liberté*.

Rivista Militare della Svizzera Italiana, N° 4, 1990

Peut-on appliquer à l'armée les règles du management? En a-t-elle même besoin puisqu'elle dispose, dans sa spécialité, du monopole? A l'homme moderne, conduite moderne, explique le premier-lieutenant Daniele Tanner. Pris entre le marteau de supérieurs exigeants et l'enclume de subordonnés qui le souhaitent le plus amical possible, le chef adoptera un style de conduite plus autoritaire – commander, contrôler, corriger – que véritablement démocratique. Les vieilles recettes ayant du bon, il obtiendra les résultats recherchés, non sans susciter des insatisfactions et des critiques. Et pire encore s'il considère ses subordonnés comme des moyens en vue d'une fin. Les règles du management permettent de faire mieux. Etre responsable, le subordonné doit se voir laisser une marge de manœuvre suffisante. C'est la conduite «semi-participative». Le chef s'attache à orienter ceux qu'il commande vers la réalisation des objectifs fixés, et veille à ce qu'ils ne s'en écartent pas. Il promeut une bonne atmosphère de travail. Mais de la théorie à la pratique, il y a un pas. Seuls le «feeling» et l'expérience feront du chef un bon chef. Car il doit posséder une matière qui n'est pas enseignable, la connaissance de l'être humain.

S. Cz

* Une opinion que confirme d'ailleurs l'article de M. Keller: «Gorbachev. End of Credibility; A Totalitarian System Fails to Give Way to Democracy», in: *International Herald Tribune*, 4.2.1991.